

COMPTES-RENDUS

Sources

Catherine MEHAUD, *Manuscrits de la Société de Géographie concernant l'Asie et l'Océanie*, Paris, Bibliothèque Nationale (Département des Cartes et Plans), 1980, in-4° (21x29, 7 cm), 97 p., reprographie, index.

Voici de ces travaux, modestes en apparence, mais qui ouvrent de nouvelles voies de recherche non négligeables. Le département des “Cartes et Plans” de la Bibliothèque Nationale hébergeait, depuis fort longtemps et au tréfonds de ses magasins, des paquets poussiéreux, dépôts de la Société de Géographie, et dont nul ne savait ce qu'ils contenaient vraiment. Ceux relatifs à l'Asie et à l'Océanie viennent d'être inventoriés. Ce ne sont pas moins de 52 colis qui ont été ainsi dépouillés, livrant plus de 300 “dossiers”, de dimensions variables, de la simple lettre ou carte, au recueil d'une réelle importance. On y a joint le dépouillement de 48 “cartons alphabétiques”, qui ont livré également près de 300 dossiers; ainsi que la liste d'une centaine de manuscrits classés par ailleurs. Ce sont ainsi de l'ordre de 700 pièces, datées des années 1820 aux années 1840 (sans compter que certains documents sont, en réalité, des copies de documents des siècles précédents) qui sont rendues d'une consultation aisée.

Certes, tout n'y est pas également intéressant puisqu'on y trouve aussi bien des correspondances administratives “banales” (circulaires, souscriptions, etc.), que de véritables rapports scientifiques de plusieurs centaines de pages; et puisque certains documents ne sont que des doubles, ou ont été depuis longtemps édités. L'ensemble n'en est pas moins globalement digne d'attention; non seulement parce qu'il livre un tableau très vivant de ces explorateurs-géographes des XIX^e-XX^e siècles, mais parce qu'il recèle encore

des pièces non-étudiées, relatives à des régions alors mal connues, et pour lesquelles on dispose de relativement peu de sources. Signalons, par exemple, les 18 pages manuscrites du comte Comnène de CARAMAN, *Tribus sauvages de l'Indo-chine occupant le versant occidental de la grande chaîne d'Annam. Les Moïs*, 1866 (Carton C-Cas), ou les 59 pages manuscrites du *Rapport adressé par le Docteur Harmand ... De Bassac à Hué, 16 avril - 14 août 1877* (Colis n°6 bis).

Ajoutons qu'un substantiel index de 1.000 entrées, consacré aux noms de personnes, de lieux, et de navires, permet un accès immédiat aux principales coordonnées de ces dossiers.

J.N.

CHEN Zhichao, NGUYEN Tran Huan, Po Dharma, *Inventaire. des archives de. Panduranga du fonds de la Société Asiatique de Paris [Pièces en caractères chinois]*, Paris, Travaux du Centre d'Histoire et Civilisations de la Péninsule Indochinoise (22, av. du Président Wilson, 75016 Paris), 1984, In-8°, 95 p., index, carte.

Le dépouillement systématique des archives du Champa, conservées en France, se poursuit par la publication de l'inventaire de près de 300 documents, datés ou datables pour l'essentiel du XVIII^e siècle, et rédigés en caractères chinois. La langue de la majeure partie des pièces est ici, la langue chinoise (*han*). Une vingtaine de pièces est rédigée en *nom* cursif du sud (langue vietnamienne). Une soixantaine de passages en cham accompagne également certains documents ; ils sont aussi présentés. Un index de 70 entrées permet d'avoir une vision synthétique immédiate de ce fonds. Il s'agit principalement de documents de la pratique judiciaire et ayant trait à la vie économique (achats, cautions, héritages, etc.). Quelques documents relèvent de la vie politique et militaire. Enfin, une carte du Panduranga au XVIII^e siècle est fort bien venue.

Nul doute que ces documents relatifs à une période et à un royaume encore mal connu – car absorbé par le Viêt-Nam au cours de la première moitié du XIX^e siècle – seront bien accueillis et qu'ils aideront de manière significative, non seulement à l'étude du royaume Cham, mais également à l'étude de l'ensemble de la région.

J.N.

Contextes géopolitiques

Philippe RICHER, *L'Asie du Sud-Est. Indépendances et communisme*, Paris, Imprimerie Nationale (Notre siècle), 1981, Gr. 8° (17x24 cm.), 430 p., illust., cartes, index, bibliographie.

Avec une connaissance visible des dossiers, Philippe Richer brosse un tableau détaillé d'une histoire récente de l'Asie du Sud-Est, de l'entre deux guerres à la fin des années 1970. L'ouvrage se présente comme la rédaction d'une série de fiches par États, et accessoirement par thèmes, divisée en trois tranches chronologiques : 1°) De l'éveil des nationalismes à l'occupation japonaise ; 2°) La décolonisation proprement dite, puis, 3°) Les indépendances. Ce plan très clair est appuyé sur un appareil de plus de 300 notes, et sur une bibliographie heureusement classée de près de 300 titres. Un index (essentiellement des personnes) de 500 entrées achève de rendre aisée la consultation de l'ouvrage, chaque pays étant indexé séparément. Une centaine d'illustrations aère judicieusement le texte tout en apportant un utile complément visuel d'information. Enfin, une dizaine de cartes et diagrammes offre un tableau général des données principales : relief, ethnies, densités, végétation, ressources, etc. Ainsi que l'annonçait le titre, l'optique de l'ouvrage est la science politique, ordonnée à suivre la mise en place des États actuels qui divisent l'Asie du Sud-Est.

De ce point de vue, l'objectif est incontestablement atteint. On est face à la fois à un manuel et à une mise au point qui doit – ou qui devrait – faire le bonheur de plus d'un postulant au Cadre d'Orient, pour ne citer qu'une catégorie d'intéressés. On nous permettra peut être une seule réserve qui s'explique, probablement, par le fait que l'auteur a longuement séjourné au Laos : les faits "indochinois" sont un peu plus développés que les autres; reconnaissons malgré tout que les Tonkinois se sont montrés bien remuant depuis un demi-siècle.

Cela dit, et sans vouloir viser cet ouvrage en particulier mais bien plutôt les démarches strictement de science politique, nous avouons une certaine insatisfaction : s'il est légitime de se poser le problème du devenir du cadre étatique de la colonisation occidentale, puisque ce cadre constitue l'une des grilles historiques privilégiées de la lecture des faits, on doit, en même temps s'interroger sur sa pertinence. En d'autres termes, derrière le discours anecdotique et mondialiste en termes de socialisme, de communisme, de libération nationale ou d'anti-colonialisme, nous aimerions voire évoquer la

réalité locale, et ce qui se passe réellement sous le masque d'une phraséologie passe-partout. Chacun sait que sous les étiquettes de la "guerre du Viêt-Nam", on a assisté à la reconquête de la maîtrise historique *des* populations vietnamiennes par un groupe bien précis, celui des Tonkinois qui prenaient une revanche séculaire sur les gens du Sud ; et que cette "reconquête" sert de base à la constitution d'un empire *colonial* vietnamien, qui poursuit les plus ambitieuses stratégies des Empereurs de Hué. De même, il y aurait peut-être profit à s'interroger, dans le cas de l'Indonésie, sur le rôle des plus conservateurs des clans javanais qui, sous couvert de décolonisation et de malayïsation ont remis sur pied un extraordinaire empire javanais. Et combien d'angles d'analyse de cette nature ne pourrait-on évoquer à l'occasion de tel ou tel transfert de souveraineté depuis l'époque coloniale. Dans le même temps, il ne nous paraîtrait pas inutile – à proportion de ce que l'on a mis l'accent sur des "libérations nationales" – de soulever la question du consensus colonial. Ne prenons que l'exemple de l'ancienne Indochine française : sur quels ressorts, autres que la contrainte "coloniale", reposaient l'ordre social et la paix civile, quand l'Amiral Decoux y était en poste, en pleine occupation japonaise, et sans virtuellement de moyens militaires ?

Sur tous ces problèmes spécifiques et internes aux multiples sociétés d'Asie du Sud-Est, nous aurions aimé connaître le sentiment de Philippe Richer puisqu'aussi bien il s'avère être un indiscutable connaisseur de la région. Sans doute son propos n'était-il pas de faire du Paul Mus, mais quelques pages en Introduction ou en Conclusion auraient été les bienvenues pour remettre ce demi-siècle en perspective, à tout le moins une perspective autre que celle du discours colonial de temps court.

De ce rétrécissement, qui est un handicap, nous ne sautions donner de meilleur exemple - dans les termes de l'espace – que celui de la cartographie qui accompagne l'ouvrage. En dehors des deux cartes qui suivent la page 10, toutes les cartes font abstraction de l'Australie. Or l'Asie du Sud-Est, surtout selon les orientations d'une vision moderne de science politique, n'est point tant un prolongement de l'Asie, qu'un pont entre deux continents : l'Asie et l'Australie, une Australie qui n'est pas sans perpétuer l'image de la présence coloniale occidentale...

J.N.

INSTITUT DU PACIFIQUE, *Le Pacifique "nouveau centre du monde"*, Paris, éd. Berger-Levrault / Boréal Express (Stratégies), 1983, In-8°, 305 p., cartes.

En avril 1982 s'est constitué un groupe de réflexion sur le problème du Pacifique, en tant qu'ensemble géo-politique, dans une perspective essentiellement stratégique, ainsi que cela ressort, à l'évidence, du profil de ses fondateurs. Il s'intitule *Institut du Pacifique* (siège social : Musée de la Marine, Palais de Chaillot, 75116 Paris). L'une de ses premières contributions a été la publication de l'ouvrage dont nous donnons ici le compte-rendu.

Le projet de cette oeuvre collective est simple : il consiste à "poser le problème" du Pacifique actuel. Une première partie qui couvre le premier tiers de l'ouvrage présente les grands traits géographiques, culturels, géo-politiques, militaires et économiques de la zone pour introduire la seconde partie. Elle constitue la substance de l'ouvrage en proposant trois scénarios d'évolution de la zone, d'ici à l'an 2000. Un premier scénario, qui serait celui du "capitalisme triomphant"; un deuxième qui verrait la "déstabilisation généralisée" de la région ; et enfin un troisième, le plus nuancé, et que les auteurs envisagent comme, à terme, le plus probable et qu'ils définissent par cette équation: "Multipolarisation + non-inféodation = coresponsabilité". Ce troisième scénario nous intéresse ici particulièrement en ce qu'il prend en compte le problème du Cambodge et celui du Laos (pp. 208-216) qu'il présente comme l'un des "trous noirs" de la région. Il suggère un avenir en termes de neutralité avec garanties internationales.

Cela dit, les auteurs de l'ouvrage ont nettement conscience de ne présenter que des scénarios très typés – pour reprendre leur expression – qui se veulent moins de véritables prédictions que des instruments de réflexion, au service des futurs "décideurs", en particulier ceux en charge des destinées de l'État français. Dans cet esprit, ils donnent en annexe un certain nombre de documents synthétiques : d'abord 8 cartes qui offrent un regard renouvelé sur la région; puis, après quelques autres, 56 fiches sur les divers États ou territoires relevant de cette zone pacifique.

Autant on doit se féliciter de voir aborder les problèmes du monde contemporain dans une autre optique que celle de l'affrontement de blocs territoriaux et idéologiques, autant on ne peut manquer d'être stimulé par les lectures prospectives qui sont proposées. Cependant, nous n'affirmerions pas que certains paramètres non négligeables n'aient pas été pris en compte ; nous pensons en particulier à ces nationalismes idéels fondés sur les notions de

communautés ethniques ou culturelles (voire raciales) dont on sait le rôle mobilisateur: pangermanisme et panslavisme, sionisme et panarabisme, etc. Qui sait si les communautés polynésiennes ou mélanésiennes ne vont pas réagir ainsi – à proportion précisément de ce qu’elles atteignent un seuil critique de “métissage” culturel, politique et racial. Nous avons l’exemple, contemporain, des populations “brunes” de Péninsule mobilisées autour d’une “môn-khméritude” dont on a pu mesurer les fruits.

Nous ne nous prononçons pas sur l’éventuelle légitimité de ces mouvements ; nous disons seulement qu’ils détiennent une part de l’avenir de la région.

J.N.

Rémanences exotiques

Jacques MARTIN, *L’Empereur de Chine*, Paris, Casterman (Les aventures d’Alix), 1983, in-4°, 48 p.

La série des bandes dessinées qui mettent en scène le jeune gaulois Alix est bien connue, non seulement du public francophone, mais également d’un public international, puisqu’elle est traduite en près d’une dizaine de langues, dont l’indonésien qui est une forme légèrement plus ouverte de malais. À ce titre d’intérêt pour la Péninsule s’en ajoute, avec la dernière livraison, un nouveau : des pages 5 à 8, l’action évoque directement la Péninsule. Résumons l’anecdote narrative : Alix accompagne, à une date que l’on peut situer aux alentours de l’an 50 av. J.-C., un grec originaire de Corinthe qui se rend en Chine pour rejoindre son père, précepteur du prince héritier. La dynastie au pouvoir est celle des Han, et l’empereur est Hiuan-ti. Le voyage se fait par voie maritime, de la Mésopotamie à Luo yang, avec du côté de l’archipel de Mergui (?) une attaque de pirates... (pp. 6-7)

On ne peut que se féliciter du choix d’un tel récit qui offre aux adolescents occidentaux, public initial de la série, un élargissement des curiosités, un contact culturel qui tend à échapper aux bornes étroites d’une Antiquité classique et scolaire. Sans doute la relation Orient/Occident demeure pour une part à sens unique (ce sont les Occidentaux qui vont en Chine, c’est la science grecque qui est inconsciemment valorisée) mais le décor est joliment planté, les asiatiques se comportent “normalement” et échappent aux stéréotypes du fourbe obséquieux, du mégalomane cruel et satanique, ou du poète sibyllin. Puis on

sent que l'Auteur a fait un effort de documentation ; les résultats de fouilles des tombeaux du prince Lin Sheng ou de Qin Shi Huang Di ont été mis judicieusement à contribution, par exemple. L'ensemble fait un petit peu "film de la Run Run Shaw" ou de la Cathay – ce qui, à notre jugement, serait un compliment – et l'on est bien, graphiquement parlant, en Chine.

Mais, au regard même de ces incontestables marques de bonne volonté et de souci d'authenticité, on ne peut que regretter la présence d'un certain nombre de facilités pittoresques, voire de véritables énormités. Certes on ne s'attend pas à une oeuvre de pure érudition et l'on est tout prêt à accepter que les nécessités de la narration ou d'un graphisme épique accordent certaines libertés à l'auteur ; mais tout de même ! Faire embarquer à Eléphanta (= Bombay) les héros sur un navire chinois (p. 4) est pour le moins ambitieux. En effet, à cette date, on est fondé à penser qu'au delà des côtes orientales de la Péninsule, les Chinois qui poussaient plus avant leurs voyages louaient localement des navires¹. Faire accueillir les héros dans l'un des ports du sud de l'Indochine par un "gouverneur khmer" au milieu d'une curieuse architecture hindouisante où des moines bouddhistes theravada contemplant en devisant des danseuses angkoriennes (p. 8) est tout de même surprenant. Placer (p. 9) la basse vallée du Huang he (Fleuve Jaune) ainsi que Luo yang (présentée p. 10 comme la plus grande ville de l'Empire...) en pays montagneux ne l'est pas moins. Enfin que dire de voir l'essentiel de l'action (pp. 12 à 47) située explicitement dans la région de Gui lin (p. 16), région présentée comme l'arrière pays de Luo yang, alors qu'à vol d'oiseau il y a largement plus de 1.000 kilomètres qui les séparent. Ne relevons enfin en conclusion qu'une dernière perle d'importance (p. 22) : le campement des héros devant les deux célèbres sculptures de la grotte de Ju xian si à Long men, quand n'importe quel guide ou ouvrage d'histoire de l'art² date précisément ces pièces du troisième tiers du VII^e siècle après J-C.

Espérons que Jacques Martin corrigera au fil des rééditions que nous lui souhaitons les plus criants des anachronismes, et qu'il saura mettre son grand talent au service d'une histoire orientale rigoureuse.

J.N.

¹ HAN Zhenhua, *L'histoire des relations et des échanges commerciaux entre la Chine, l'Asie du Sud et du Sud-Est à l'époque des Han*, Conférence organisée par le "Centre d'études comparatives du monde chinois" (E.H.E.S.S.), Paris, Musée Guimet, lundi 17 décembre 1984.

² Cf. NAGEL, *Encyclopédie de voyage. Chine*, 4^e éd. 1983, à la p. 825. Ou WATSON, W., *L'art de l'ancienne Chine*, Paris, Mazenod, 1979, à la p. 552.

Monique de LA RONCIÈRE & Michel MOLLAT DU JOURDAIN, *Les Portulans, Cartes marines du XIII^e au XVII^e siècle*, Fribourg (Suisse), Nathan /Office du Livre (Prestige N), 1984, 25x35 cm, 295 p.

On s'étonnera peut-être de nous voir inscrire sous la même rubrique une bande dessinée contemporaine, par bien des aspects discutable, et ce passionnant ouvrage consacré aux cartes marines du XIII^e au XVII^e siècle. C'est qu'à la vérité on retrouve dans ces aventures imaginées au XX^e siècle et les détails "exotiques" qui ornent ces cartes, une parenté d'esprit sensible. À côté d'un réel souci de la découverte de l'autre, on retrouve dans les deux cas une fascination onirique pour un "Orient" qui se trouve en réalité au fond de nos rêves d'occidentaux. Michel Mollat ne déclare-t-il pas (p. 17) que "la mappemonde était une sorte de roman de fiction". Il y a là la permanence d'un trait de mentalité qui invite à quelques interrogations sur l'objectivité des relations interculturelles, mais au moins le traitement scientifique de cette cartographie laisse-t-il quelque espoir. Car l'ouvrage est superbe, superbe dans sa réalisation technique (qualité des reproductions pour la plupart en couleurs, de la typographie, etc.) tout autant que sur le fond.

Il est le fruit d'une collaboration dont les maîtres d'oeuvre ont été Michel Mollat du Jourdin et Monique de La Roncière. Le premier, en une trentaine de pages (pp. 8-35) d'Introduction magistrale, livre une vive synthèse de l'histoire de la cartographie occidentale qui, à l'occasion (p. 17) évoque la possibilité originelle d'influences cartographiques chinoises au XIII^e siècle. Ce texte est suivi de la reproduction en couleur de 100 cartes (parmi lesquelles quelques cartes turques et japonaises) devant lesquelles nous avouons avoir bien longtemps médité. Tout ou partie d'une vingtaine d'entre elles intéressent directement l'Asie du Sud-Est. On sait assez la difficulté et le coût élevé de l'obtention d'une bonne reproduction de certains de ces documents pour ne pas s'en réjouir hautement. Une vingtaine d'autres cartes (en noir et blanc), dispersées dans le reste de l'ouvrage, complète cette sélection.

Un substantiel commentaire (pp. 198-272) accompagne chacune de ces 100 cartes majeures. Il est, pour moitié, signé par le second auteur. Marie-Madeleine Aazard, Isabelle Raynaud-Nguyen et Marie-Antoinette Vannereau signant l'autre moitié. Un schéma de la filiation des écoles cartographiques (p.274) permet de replacer aisément les documents les uns par rapport aux autres, et un petit glossaire (pp. 275-276) rend bien des services. Puis une bibliographie classée de près de 400 titres offre un très

utile état de la question. Enfin un riche index de 1.500 entrées, divisé en “noms de personnes”, “index géographique” et “index analytique” permet une entrée directe et rapide dans l’information du livre.

J.N.

Laos

Charles ARCHAIMBAULT, *La course de pirogues au Laos : un complexe culturel*, Artibus Asiae Supplementum XXIX – 6612 Ascona (Suisse), Artibus Asiae, 1972 4° (24 x 32 cm), 128 p., 44 planches, 4 cartes, glossaire, index.

Dans ce très beau livre, en 86 pages accompagnées de 21 pages de notes minutieuses, l’Auteur décrit, en les comparant, les courses de pirogues de trois régions : Louang-Phrabang (13 pages), Vientiane (11 pages) et Bassak (51 pages).

Il est ainsi à même de dégager un dénominateur commun à l’ensemble de ces courses : la croyance que les pirogues symbolisent (au sens fort du terme, puisque dans certains cas la pirogue devient réellement un génie ophidien, selon la croyance populaire) des génies, nâgas ou *nguak*, dont l’existence annuelle est rythmée par deux mouvements en sens inverses : quand, à la faveur des pluies de mousson, le niveau des cours d’eau s’élève (neuvième mois), les ophidiens passent du Mékong à l’intérieur du pays, par l’intermédiaire de ses affluents et sous-affluents ; quand arrive la saison sèche (onzième mois), ces derniers, suivant le retrait des eaux, se retirent dans le Mékong. C’est grâce à cette alternance du séjour des ophidiens que la riziculture est rendue possible.

À partir de cette représentation commune, l’auteur observe que le rituel des courses acquiert des particularités et des significations propres, compte-tenu du contexte historique et sociologique régional :

- Vientiane, qui fut le siège de la capitale du Lan Xang du XVI^e au XVIII^e siècles, a vu disparaître ses courses du neuvième (ou premier) mois signalées dans ses “Douze Traditions”, depuis 1940. Seules subsistent celles du onzième mois, qui accordent au banc de sable de Don Tian une position fondamentale en tant que demeure du naga Sukhantanaga, en face de laquelle Suvannanaga avait choisi, de concert avec quatre *devata*, le site de la capitale.

- À Luang-Phrabang, les courses ont lieu au neuvième mois et au douzième mois, au lieu du onzième mois comme à Vientiane et à Bassak. Siège de la dynastie royale de Khun Lo, Louang-Phrabang a plus mis l'accent sur les fêtes bouddhiques du That, au douzième mois, auxquelles furent associés, outre les courses de la fin de la saison des pluies, une série de rites visant à réinstaurer la chefferie lao conquérante – notamment le jeu de mail, l'offrande de courges de longévité au roi par les Kassaks et la danse des Pou Gneu Gna Gneu, à l'issue de laquelle la terre surgit des flots : c'est la création d'un monde "historique" et politique à laquelle nous assistons (p. 22).

- À Bassak, les courses n'ont lieu qu'au onzième mois. Celles du neuvième mois étant remplacées par le lancement de fusées qui, nous assure l'auteur, remplissent la même fonction de faire passer les ophidiens à l'intérieur des terres.

Ici, l'évocation des temps premiers est suggérée par l'entrée en scène d'aborigènes Suei, dont les prérogatives au cours des rites évoquent la période où ils étaient les maîtres du territoire.

Mais la recréation du monde est tributaire d'une purification collective liée à l'histoire d'une reine fille-mère du XVII^e siècle, Nang Phao³. Cette faute réactualisait de surcroît un mythe selon lequel la fondation du royaume de Bassak fut fortuitement réalisée : au cours d'une fugue de la fille du roi des Thên (divinités), enceinte, elle aussi, des œuvres d'un serviteur du palais céleste (pp. 40-41). La rencontre du mythe et de l'événement historique produisit un complexe culturel suffisamment significatif pour que toutes les filles-mères du royaume dussent, à l'époque des courses de pirogues, offrir un buffle en sacrifice, sous peine d'être expulsées de leurs villages (p. 69)

Le livre comporte *in fine* quatre cartes, quarante-six photographies, et onze reproductions de textes manuscrits lao.

Amphay DORÉ

³ Probablement enceinte, selon l'auteur, des œuvres d'un aborigène, quoiqu'en dise la Chronique.

Martin STUART-FOX, “Marxism and Theravada Buddhism: The legitimation of authority in Laos”, *Pacific Affairs* 56, 1983, pp. 428-454.

QUAND LE MARXISME-LÉNINISME SE HEURTE AU BOUDDHISME

Dans une communication faite en avril 1983 à l’Université de Queensland, Martin Stuart Fox, journaliste australien, apporte un témoignage plein d’enseignement : amenés à cohabiter, marxisme-léninisme et bouddhisme peuvent-ils faire bon ménage, ou, du moins, peuvent-ils, en fonction de concessions réciproques, s’accommoder d’une sorte de mariage de raison ? Telle est la question qui domine l’étude dont nous présentons une brève analyse mais que l’auteur, au terme de ses réflexions, laisse sans réponse.

L’étude, ainsi que nous allons le souligner, ne manque pourtant pas d’intérêt. Cambodge et Laos, en effet, sont les deux pays de civilisation bouddhiste à faire l’expérience de la confrontation avec le marxisme, en quelque sorte “à en essayer les plâtres”. Mais au Cambodge, l’affaire a été rondement menée, et la solution, radicale : bouddhisme gommé, monastères et temples détruits, moines à la rue ou assassinés. Au Laos, nul doute que les dirigeants du PPRL (Parti populaire révolutionnaire Lao) avaient en vue le même but, mais à terme, et en douceur : une transition employée à la fois à saper les fondements de la société traditionnelle et à obtenir une nouvelle idéologie leur paraissant mieux appropriée à la fin recherchée, une justification incontestée à leur propre exercice de l’autorité politique.

Passons sur une longue introduction consacrée par l’auteur au rappel des structures traditionnelles du Royaume du Laos, structures privilégiant les Laos par rapport aux “Khas”⁴ – mais selon lui, déjà ébranlées et lézardées sous le Protectorat français, et par le dernier Gouvernement Royal – pour en venir immédiatement à l’essentiel de l’étude, à savoir en quoi innovent à ses yeux les structures de légitimation offertes par le marxisme ; puis les moyens employés par les nouvelles autorités pour que les aspects de l’ordre traditionnel aident à avaler la couleuvre du Nouveau Régime, dans le temps même où le bouddhisme se voit systématiquement réduit à une sorte d’appoint idéologique aux nouvelles conceptions sociopolitiques.

⁴ Minorités dominées historiquement par les Lao.

La charte théorique du PPRL

Rappelons que depuis 1975, toutes les compétences étatiques appartenait au Parti Populaire Révolutionnaire Lao, seul juge de l'orthodoxie marxiste, parti organisé selon le même modèle que dans les autres États communistes, ayant donc à sa tête un Secrétaire Général qui est en même temps Premier Ministre ; l'organe de décision étant le Bureau Politique, dans le sein d'un Comité Central élu par le Congrès du Parti. Est-il besoin de souligner que "l'orthodoxie marxiste" est celle en honneur chez les Soviétiques et au Viêt-Nam, fondée sur le matérialisme historique, la lutte des classes et la dictature du Parti en faveur du prolétariat, entendons, au Laos, en faveur de "l'union des travailleurs-paysans de tous les groupes ethniques du peuple lao multinational".

Selon cette idéologie, seul, le Parti personnifie les forces révolutionnaires chargées de conduire le pays vers sa destinée inéluctable : le paradis communiste. À cette fin, chaque Lao de chaque groupe ethnique doit œuvrer et lutter ; pas d'échappatoire possible mais un dévouement total au service du Parti et de l'État ; spécialement aucune critique de la politique du Parti n'est envisageable car le Parti agit en tant que seul détenteur de la Vérité.

Sur le plan international, le PPRL se considère comme le poste avancé du socialisme en Asie du Sud-Est, cette partie du continent à laquelle les forces de l'Impérialisme et de la Réaction internationale s'accrochent désespérément. Prisonnier dans le conflit universel opposant Socialisme et Capitalisme, le Laos est conscient du prodigieux combat dont le Socialisme sortira vainqueur, les pays socialistes, les mouvements de libération du Tiers Monde et le prolétariat des pays capitalistes.

À l'intérieur, le parti conduit directement le pays au Socialisme en poursuivant simultanément trois révolutions : dans les rapports de production, dans la science et la technique, enfin dans le domaine culturel et idéologique. Ces trois révolutions ayant pour fin unique de remplacer les modes de pensée féodaux et capitalistes par ceux soumis aux principes du marxisme-léninisme. C'est seulement quand l'ensemble du peuple lao adhérera de tout son cœur à ces principes que la sécurité de l'État et du Gouvernement et par là même, le rôle dirigeant du Parti, seront acquis.

Comme nous voilà loin de la communauté des moines, de l'enseignement du Bouddha, des mérites personnels ou du *karma*, comme de l'ensemble des rites et observances destinées à écarter inondation et sécheresse, et à équilibrer les forces célestes afin de prévenir tout malheur ! Cependant, de telles vues théoriques sont bien connues et peu dignes d'abondants commentaires. Ce qui,

en revanche, est plein d'intérêt, c'est de voir leur application dans la prise du pouvoir réalisée au Laos en Décembre 1975.

Notre auteur distingue deux phases.

La phase I

Dans la première (de 1975 à 1979), étant observé que la prise de pouvoir n'avait pas été le fait d'une action militaire – comme au Viêt-Nam ou au Cambodge – mais bien davantage la conséquence d'un lent processus de pourrissement de l'opposition politique et de mobilisation des énergies et de l'enthousiasme populaires, la réalisation du programme dépendrait du maximum d'adhésion au droit du Pathet lao à exercer la plénitude du pouvoir.

L'année 1975 avait été consacrée par le Pathet à organiser campagnes pour ruiner les fondements du Gouvernement Royal et leur substituer ceux de son propre système. Avec l'abolition de la monarchie, l'accent se déplaça sur la consolidation du nouveau pouvoir ; mais que plus ou moins de Lao adhérassent au nouveau régime, cela était alors de moindre importance. Encore que, à partir de 1979, l'opposition populaire aux vues gouvernementales, notamment concernant la collectivisation de l'agriculture, dut contraindre à un réaménagement des priorités.

Le 'Programme "en 18 points"

L'auteur rappelle opportunément que les calculs du Pathet avaient été facilités par sa participation, dès avril 1974, au Gouvernement provisoire d'union nationale, même si par ailleurs le succès de cette coalition avait, d'une certaine manière, pu l'embarrasser dans les justifications à produire ultérieurement pour son passage dans la révolution.

Le Pathet était en effet considéré comme le père du fameux programme "en 18 points" qui, s'il avait été promulgué par le gouvernement provisoire, avait été soumis au Conseil National Consultatif, et approuvé par lui ; or ce Conseil était présidé par Souphanouvong qui était en même temps président du "Front patriotique", ce qui accreditait largement les 18 points comme étant l'engagement du Pathet, tant sur le plan intérieur qu'international.

Gardons nous du complexe d'une mémoire courte et soulignons ce qu'un tel programme pouvait présenter à la fois de séduisant et de rassurant : le premier point visait "à construire un royaume du Laos pacifique, indépendant, neutre, démocratique, uni et prospère". Ainsi, la monarchie était expressément consacrée, consolidée ; un long éventail de droits démocratiques et de libertés

était également garanti, et le respect du bouddhisme déclaré politique officielle.

Quoi d'étonnant que pareil programme, largement diffusé, ait reçu sans désespérer la caution enthousiaste de la communauté des moines et que les plus ardents d'entre eux l'aient propagé parmi les fidèles. Le Pathet y apparaissait à ce point modéré qu'il y gagnait une large adhésion qui allait rendre plus difficile et très onéreux en perte de confiance populaire ses revirements ultérieurs.

Au long de l'année 1975 donc, le nouveau régime usait du bouddhisme comme d'un instrument ordonné à soutenir et accroître l'idée de légitimité de la monopolisation exclusive par le PPRL de l'exercice du pouvoir politique. À cette fin, le Pathet ne manquait pas d'opposer la conduite exemplaire de nombreux moines au matérialisme et à la corruption de l'Occident. Les moines obéissaient ou étaient priés d'apprendre dans des séminaires de rééducation politique comment enseigner eux-mêmes aux foules la suprématie du Pathet en tout domaine. Ils étaient aussi priés de purger le bouddhisme de maintes superstitions, telles la croyance dans l'existence de démons, ou d'une vie après la mort dans des cieus ou enfers bouddhiques, le *karma* étant dénoncé comme conduisant au fatalisme et au pacifisme.

Mais pareille utilisation des moines à des fins de propagande, si elle aida dans un premier temps à répandre l'idéologie socialiste grâce à la considération dont ils jouissaient dans les campagnes, eut bien vite pour effet de les faire passer pour des agents gouvernementaux ; ce qui amena grand nombre d'entre eux à émigrer en Thaïlande.

Les mesures transitoires

Le milieu de l'année 1975 vit l'écroulement complet de la politique d'union. La coalition ne fut plus qu'une fiction, le pouvoir effectif appartenant désormais au Pathet. Certes, les classes instruites n'admettaient toujours pas la prétention du PPRL à s'appropriier le pouvoir politique, mais étaient disposées à accepter le programme en 18 points pour la reconstruction du pays. À la fin de l'année, la détention de milliers d'officiers et de fonctionnaires créait les conditions politiques pour que l'élite révolutionnaire lao se passe de la coalition et programme la République Populaire.

Bien que l'abolition de la monarchie constituât une rupture brutale avec le passé, la nomination de Souphanouvong comme premier Président de la République Démocratique Populaire Lao atténuait de façon notable la portée

de l'événement. Prince de la famille royale⁵ et demi-frère du hautement respecté Souvanna Phouma, ex-premier ministre du gouvernement provisoire, Souphanouvong jouissait d'un prestige considérable, au point qu'on lui accordait les fameux mérites religieux antérieurs, si en honneur dans la société bouddhiste. Il s'y ajoutait le charisme dû à sa qualité de chef de la Révolution Lao, dévoué sans compter à la cause de l'indépendance nationale. Comme si cela ne suffisait pas, le roi déchu, Savang Vatthana, lui était adjoint comme conseiller suprême⁶.

Devenir après abdication conseiller du nouveau chef de l'État, n'était-ce pas de la part de l'ex-roi subordonner la fonction royale à celle d'une présidence, et de la sorte transmettre une part de la légitimité magico-religieuse de sa personne à celle de Souphanouvong, source de l'autorité dans le nouveau régime ?⁷

Ce transfert "réussi" de légitimité allait jusqu'à inclure deux autres prestigieuses figures de l'ancien régime : le prince héritier Savang recevait un siège au Conseil populaire suprême, sorte de chambre d'enregistrement des décisions du PPRL, et l'ancien Premier ministre Souvanna Phouma était nommé Conseiller du Gouvernement. En raison de sa personnalité, de sa position sociale, mais aussi de ses relations avec la famille royale, son consentement à servir le nouveau régime était un autre atout important dans l'entreprise de légitimation du transfert de pouvoir.

Qui ne pouvait voir, observe l'auteur, qu'il s'agissait de mesures aussi symboliques que transitoires ! Dès mars 1977 en effet, l'ex-roi et son fils étaient arrêtés à Luang-Prabang, accusés de conspiration et d'aide aux rebelles, dépouillés de leurs fonctions et emprisonnés près de Vieng Sal, ancien quartier général du Pathet, dans la province de Samneua, sans que semblable déportation ne suscite la moindre démonstration populaire de mécontentement.

La mise en -place des nouvelles institutions

Le Congrès du Peuple, réuni à Vientiane en décembre 1975, mettait donc en place les institutions essentielles de tout État communiste, à savoir les deux hiérarchies parallèles du Parti et du Gouvernement ; étant entendu que les autres organisations telles le Front Lao pour la Construction Nationale, ou les

⁵ Souphanouvong appartient en réalité à la famille du vice-roi (A.D.).

⁶ S.M. Savang Vatthana n'a jamais accepté cette fonction à notre connaissance (A.D.).

⁷ C'est sans doute la raison pour laquelle l'ex-roi n'accepta jamais la fonction de conseiller du Président de la République (A.D.).

associations de Jeunes, de Femmes, de Fermiers ou autres étaient sans influence politique. En outre, il y avait l'armée. Le programme d'action gouvernemental se référait toujours aux fameux "18 points", mais largement tronqués ; cinq des six caractéristiques du nouveau Laos demeuraient, mais "neutralité" était remplacé par "socialisme" ; nombre de droits anciens et de libertés avaient disparu ; et le bouddhisme n'était même pas nommé !

En même temps que ses assises se consolidaient, la politique du Pathet à l'égard du bouddhisme se durcissait. Dès 1977, le *sangha* ne se contentait pas de contribuer à la propagande socialiste, il passait sous le contrôle direct du Parti, et, à la manière des autres associations admises, en constituait un rouage docile et souple, intervenant même dans les conférences internationales pour dénoncer rituellement l'impérialisme des États-Unis ou la "réaction internationale" de la Chine.

Les monastères fonctionnant comme des coopératives, les moines recevaient une ration de riz pour leurs prestations d'enseignants ou de médicastres, mais il leur appartenait de faire pousser leurs légumes et de s'auto-suffire, sans recourir aux aumônes des fidèles.

Ainsi, dans sa quête de légitimité, la politique du Pathet envers le bouddhisme doit être qualifiée de négative tant lui paraissait primordiale la nécessité de miner et détruire tout ce qui avait contribué à l'autorité de l'ancien régime.

En revanche, sa politique à l'égard des tribus montagnardes comporte un aspect positif, en raison de la nécessité de légitimer le nouveau pouvoir aux yeux de la population tout entière, Lao des plaines ou tribus des montagnes.

Si après 1975 tous les engagements pris n'ont pas été tenus, la faute en est imputable à la détérioration des conditions économiques, spécialement à la cessation de l'aide chinoise. Dès 1978, le mécontentement grandissait parmi les tribus ; et en 1979, le Premier ministre Kaysone Phomvihane accusait les Chinois de pousser à l'insurrection les tribus du Nord Laos. En Novembre 1979, Souphanouvong en personne demandait aux Hmongs de ne pas prendre les armes contre le gouvernement et leur promettait une assistance économique accrue.

Quoiqu'il en soit, si le nouveau régime pouvait prétendre avoir fait davantage que n'importe quel pouvoir précédent pour intégrer les minorités dans la communauté nationale (en théorie du moins), promesses et discours ne suffisaient pas ; la route apparaissait toujours longue pour parvenir à une réelle égalité de fait.

La phase II

Le programme d'éducation politique, dont la finalité était de créer "les hommes socialistes", avec ses innombrables séminaires où les objectifs du Parti étaient rabâchés, où la présence était obligatoire mais comme un lourd fardeau quand les fêtes de pagodes suscitaient tant d'enthousiasme, se soldait en 1979 par un échec tel que l'opposition de vastes secteurs de la population ruinait toutes les prétentions du régime à l'autorité politique, au point de le contraindre à repenser ses méthodes et ses priorités.

Le revirement de la 7^e Résolution

La phase II de la légitimation du marxisme-léninisme eut pour point de départ l'approbation, le 26 décembre 1979, par l'Assemblée populaire suprême du rapport politique du Premier ministre connu depuis lors comme la 7^e Résolution. Ce document consacre un revirement notable.

Dans la ligne politique jusqu'alors suivie, on change son fusil d'épaule ! Au lieu d'une socialisation rapide des moyens de production, une place plus grande est faite dans l'économie à l'initiative privée. Les restrictions au déplacement des personnes s'atténuent. Bref, le PPRL prend conscience, en fonction des réactions de la population aux mesures gouvernementales, que la conversion des foules au socialisme réclamera des délais plus longs qu'initialement envisagés.

Cela avait commencé en mai 1978, après l'annonce de la création de plus de 2000 coopératives agricoles dans la première année du plan. Fin 1978, le mécontentement était à ce point général qu'il allait jusqu'au massacre des animaux et à l'incendie des récoltes. De nombreux paysans abandonnaient leur terre pour la ville, ou cherchaient refuge en Thaïlande. La production chutait. En juillet 1979, le programme était brutalement suspendu, non sans avoir coûté au pouvoir le soutien de la paysannerie.

Mais la 7^e Résolution montrait patte de velours bien au-delà des points directement traités. Notamment intervenait une plus grande tolérance dans les comportements officiels à l'endroit du bouddhisme et des pratiques animistes des Minorités. Du moins à Vientiane, les temples bouddhiques se garnissaient, et les autres groupes ethniques retrouvaient la liberté religieuse ; la hiérarchie du Parti s'ouvrait d'avantage à ceux qui continuaient de servir le régime bien qu'ils n'aient pas combattu aux côtés du Pathet durant son combat.

Retraite tactique ou édification d'un socialisme spécifique ?

Il est trop tôt pour savoir s'il s'agit d'une simple retraite tactique, ou d'un nouveau comportement en vue de bâtir une forme de socialisme spécifique. Les deux voies paraissent ouvertes. En observant d'un côté que certains, malgré les relations privilégiées existant entre Laos et Vietnam et la sécurité qu'en retire le PPRL, pensent que le danger est grand d'une perte de l'identité nationale, tandis que d'autres sont convaincus qu'une forme de socialisme spécifique ne peut se concevoir pour le Laos en dehors des réalités historiques, c'est-à-dire en dehors du bouddhisme theravadin.

Les décisions récentes du PPRL indiquent que certains membres du Parti, sensibles à ces arguments, ne sont pas sans influence. En effet, le bouddhisme ne connaît plus les contraintes de 1976-1977. Les fêtes ne sont plus strictement contrôlées, mais souvent même encouragées comme exemple de culture populaire⁸. Autre fait significatif : la liberté dans les costumes et vêtements, qui était bannie dans les premières années de la révolution; ou la place faite à la culture traditionnelle au musée national de la Révolution à Vientiane ; ou, plus surprenant encore, le fait que le mémorial dédié aux combattants de la guérilla morts pendant les 25 années de la lutte pour la libération revête la forme d'un monument bouddhique dans le style lao traditionnel.

Que conclure de tout cela, interroge l'auteur ?

Assurément, le bouddhisme a été contraint de changer, par le fait des exigences du marxisme lao, et il est toujours sur la défensive. La légitimation de l'autorité politique du PPRL est toujours activement poursuivie à l'école, par les médias, à travers la population. La libéralisation de l'économie s'accomplit sous les auspices du Parti ; ceux que ces mesures satisfont demeurent dans la ligne. Mais reconnaître la compétence du Parti à les prendre est une chose ; accepter que le Parti soit seul compétent en est une autre ; et les partisans d'une adhésion nécessaire de l'ensemble du peuple lao à une forme spécifique du marxisme ont manifestement leur mot à dire.

Les faits démontrent, selon l'auteur, que le dialogue demeure ouvert.

Général G. GARDON

⁸ L'auteur ne fait pas état de l'organisation de la population en cellules politiques rendant impossible toute manifestation spontanée (A.D.).

B o u d d h i s m e

Henri ARVON, *Le Bouddhisme*, Paris, P.U.F. (Que sais-je ? 468), 1951. (Nombreuses rééditions).

Nous n'avons pas de plaisir particulier à "épingler" un livre, tâche toujours facile et dérisoire. Mais en tant que porte-parole de la culture laotienne, il nous paraît nécessaire à cette occasion d'une rubrique bibliographique sur le Bouddhisme de nous étonner du fait suivant:

Dans son "Que sais-je ?", par ailleurs clair et répondant utilement à l'objectif de la collection, l'Auteur consacre quelques pages à l'expansion du Bouddhisme en "Asie méridionale" (p. 91-93). Or s'il consacre bien un paragraphe à la Birmanie, puis un autre au Siam, et enfin un dernier au Cambodge, le Laos brille essentiellement par son absence...

Sachant les liens maintenant presque séculaires entre le Laos et la France, on peut en éprouver un petit froissement personnel, mais cela va tout de même au delà quand on considère que le tirage de l'ouvrage est, à ce jour, de l'ordre de 100.000 exemplaires et qu'il constitue donc un des textes d'introduction au Bouddhisme les plus accessibles pour les francophones.

J.N.

Mary CUMMINGS, *The lives of the Buddha in the art and the literature of Asia*, Michigan papers on South and Southeast Asia 20, Ann Arbor, University of Michigan (Center for South and Southeast Asian Studies, 130 Lane Hall, MI 48109 U.S.A.), 1982. 23 cm., XIII-225 p., 50 111./ bibliog.

Voilà un travail d'esprit un peu scolaire, mais utile et sans vaine prétention. Il s'agit très vraisemblablement de l'adaptation d'un mémoire de fin d'étude d'histoire de l'art, où le souci de compiler et d'ordonner une information de seconde main n'a pas encore cédé le pas à des voies de recherches plus originales. Le projet était de mettre en relation l'iconographie d'un sujet avec ses expressions littéraires ; les vies du Bouddha se désignaient naturellement comme un thème majeur en Asie.

Onze Jatakas et seize séquences de la vie du Bouddha ont été retenus par l'auteur. Les Jatakas sont : le *Kukkūta-Biāla*, le *Kācchapa*, le *Sīhacamma*, le *Vidhurapandita*, le *Makhāeva*, le *Mahakapi*, le *Ruru* (ou *riga*), le *Sadda*, le *ibi*, le *Vyaghrī*, le *Vi*, le *vantara*, choisis pour leur

‘représentativité des principaux types de Jatakas. Les épisodes de la vie du Bouddha sont sa redescente du Tusita, le rêve de Maya et la conception du Bouddha, la naissance du Bouddha et ses sept pas, la prophétie d’Asita, la vie du jeune prince, les quatre rencontres, le grand départ, les austérités, la tentation de Mara, l’illumination, son séjour avec Mucalinda, le premier sermon, le miracle de Sravasti, le retour à Kapilavastu, la fondation du premier monastère, et la mort du Bouddha.

Chacun des vingt-sept récits est traité de manière identique : l’histoire est brièvement racontée, en deux ou trois pages, à l’aide de citations extraites des textes de référence. Elle est accompagnée d’un commentaire littéraire, historique, religieux et archéologique plus ou moins étoffé, mais demeurant dans des limites voisines. Une ou deux illustrations selon les cas achèvent la présentation. Une demi-douzaine de notes témoigne à chaque fois du sérieux du dépouillement. Enfin, diverses introductions encadrent pédagogiquement ces petites monographies.

On regrettera seulement que la forme pédagogique n’ait pas été respectée jusqu’au bout. Il manque – par exemple – une carte où l’on aurait pu situer l’origine de chaque document iconographique, et assumer ainsi sans ambiguïté les lacunes ou les choix documentaires. En effet, derrière une apparenté variété, les documents proviennent en réalité pour les deux tiers de l’Inde du Nord (Bharhut, Ajanta, Sanci, Sarnath), et de Thaïlande. Il eut peut-être mieux valu partir de cet état de fait, fruit probable de la nature des fonds conservés dans les photothèques des musées, ou des relations professionnelles, pour tenter une lecture plus “en relief”, prenant en compte les diversités régionales, historiques ou disciplinaires. D’autant plus que Mary Cummings témoigne d’une sensibilité et d’une curiosité certaines pour les marges de son sujet; ainsi livre-t-elle (p. 4) une illustration du XVI^e siècle d’une adaptation persane d’un Jataka. On regrettera enfin que la significative bibliographie de cent cinquante titres (parmi lesquels quelques titres en langue française et en langue allemande) n’ait pas été classée.

À ces réserves près, et qui demeurent mineures au regard de l’objectif recherché, ce travail clair, pratique, constitue une bonne approche de la documentation relative aux vies du Bouddha. Ajoutons enfin qu’il ne s’agit pas d’un livre d’art onéreux mais d’une publication universitaire où le fond prime la forme.

Atlas

Gérard CHALIAND & Jean-Pierre RAGEAU (cartographie Catherine PETIT), *Atlas stratégique, géopolitique des rapports de force dans le monde*, Paris, Fayard, 1983.

C'est à juste titre que les auteurs situent avec fierté une entreprise sans précédent : *“Cet atlas constitue une innovation. Il n'existe, en effet, d'atlas stratégique ni en français ni en anglais ni en allemand ni, à notre connaissance, dans aucune autre langue”* (p. 5) ; entreprise qui, par ailleurs, est une réelle réussite. Dans son principe, le projet de ce travail consiste à traiter les problèmes de l'histoire contemporaine par la cartographie, mais pas d'une manière “classique”, figée, standard. À chaque fois on recherche le regard neuf, l'éclairage spécifique, un décentrement par rapport à une vision traditionnelle héritée d'une conception statique de la cartographie ou le pays du public de l'Atlas se retrouve toujours au centre de l'espace, avec une lecture où le Nord est toujours “en haut” et le Sud “en bas”. L'espace est ici “désossé”, décentré – ou recentré – selon la nature des questions étudiées. Enfin la cartographie pose les problèmes et cherche à y répondre ! Bien sûr, tout n'est pas étudié, et l'ouvrage est d'une taille normale. Il rassemble quelque 200 cartes accompagnées de commentaires variant de quelques lignes à une page, ainsi qu'une série de tableaux statistiques relatifs aux données de base des États (PNB, population, etc.)

L'Atlas traite de trois types de questions :

1. Un premier tiers couvre l'espace planétaire, c'est-à-dire qu'il aborde les problèmes d'un point de vue global : grandes aires culturelles, géopolitique contemporaine (pp. 10 à 33 & 167 à 220, pour l'essentiel).

2. Un deuxième tiers s'attache aux grands ensembles régionaux, aussi bien territoriaux qu'océaniques : l'Arctique, le monde musulman, etc.

3. Un dernier tiers envisage des études de cas bien précis : le Japon et la sécurité de ses routes maritimes, le rôle de puissance moyenne de Cuba, etc.

Tout cela est très stimulant, permettant, en particulier un dialogue permanent entre contraintes planétaires et logiques d'application locale. On notera, par exemple, des manières très originales d'envisager les problèmes comme (p. 51) la recartographie du monde vue sous l'angle océanique, ou (p. 54) le “passage du Cap Nord”, (p. 70) le rôle de “verrou” du Japon, etc. Signalons encore (p. 160) “Le Brésil : perception sud/sud”.

Sur cette satisfaction générale, nous porterons cependant quelques bémols. D'abord, la projection circulaire, pour fructueuse qu'elle soit, n'en tend pas moins à être utilisée de manière un peu systématique, au point – parfois – de finir par sentir le truc sans véritable rapport avec la point étudié comme p. 159 “Urbanisation des États du Monde”. Par ailleurs, pour ne pas abandonner le domaine cartographique proprement dit, quelques cartes sont, sinon banales, du moins guère plus informatives que ce que l'on peut trouver dans tout ouvrage classique ; elles sont de ce fait très en retrait par rapport au projet méthodologique de l'ouvrage. Il y aurait, par exemple, une cartographie des phénomènes à mettre au point : celle mettant en rapport les données étudiées avec la démographie réelle. N'en donnons qu'une illustration. À la p. 148 on trouve une carte des “Groupes ethniques” du nord de la Péninsule et du sud de la Chine, mais sans indication de l'importance de chacun. Or cartographier de la même manière les petits groupes résiduels môn-khmers du Yunnan, du Laos ou de Birmanie et la masse compacte des Tonkinois fausse complètement les perspectives.

Nous achèverons d'ailleurs notre critique précisément avec la partie consacrée à l'Asie du Sud-Est. Une dizaine de cartes seulement intéresse cette région, soit de l'ordre de 5% de l'ouvrage, ce qui nous paraît bien peu. Certes l'Asie du Sud-Est est abordée en bien d'autres cartes, comme élément d'ensembles plus vastes, mais elle est spécifiquement à peine abordée. On notera cependant (pp. 64 et 66) une lecture intéressante des détroits entre Océan Indien, Mer de Chine et de Java, (p. 67) une présentation des “zones maritimes contestées de la Mer de Chine méridionale”, (p. 145) : “la diaspora chinoise en Asie du Sud-Est” (encore que la cartographie en soit bien médiocre), (p. 146) “Deux expansionnisme; régionaux: Vietnam et Indonésie” (que nous préfererions légender : “Deux expansionnismes ethniques: Tonkinois & Javanais”).

Malgré tout, bien que cela demeure largement implicite, ces cartes mettent l'accent sur deux facteurs généralement bien oubliés : 1°) le rôle de “barrière” (ou de “pont” ou de “voie de relation”) de l'Asie du Sud-Est entre la masse asiatique et le continent australien ; 2°) le fait que l'avenir de l'Asie du Sud - Est soit, en réalité, conditionné par “le monde chinois”.

J.N.

Georges DUBY (sous la direction de), *Atlas historique Larousse*, Paris, Larousse, 1978, in 4°, 324 p.

Les éditions Larousse avaient, à l'occasion de la publication de divers ouvrages (en particulier la *Grande Encyclopédie*), fait confectionner un certain nombre de cartes historiques. D'un point de vue commercial, l'opération était tentante de faire d'une pierre deux coups et de rassembler toutes ces cartes en un ouvrage unique qui deviendrait alors un Atlas historique. L'essentiel du travail graphique était achevé, il suffisait de rédiger quelques notices explicatives, de dresser un plan de présentation, et un index. On a même ajouté une "Chronologie" substantielle (pp. 256-275).

Qui manquerait de se réjouir de cette mise à disposition d'une telle masse de 400 cartes ou plans, souvent bien conçus. L'abondance n'est pas telle dans le domaine de la cartographie historique que l'on puisse faire la fine bouche. Sans doute, de par les circonstances de sa composition, l'Atlas manque-t-il certainement d'unité : il est disparate dans son architecture, il manque d'homogénéité dans le traitement régional, etc., mais cela était inévitable à moins de se priver des points les mieux développés et qui doivent correspondre à des articles de la *Grande Encyclopédie* (ou d'une autre publication Larousse) auxquels les curiosités contemporaines accordent plus d'attention ; nous pensons ici par exemple à la cartographie de la Deuxième guerre mondiale ou à celle des guerres d'Indochine depuis 1946 (p. 192). En lui-même, on ne saurait donc critiquer les faiblesses de cet Atlas, à moins de remettre en cause même le choix éditorial ; et nous venons de dire le bien que nous en pensions.

En revanche, et dans la mesure où cet Atlas se contente d'être une manière de photographie de la recherche, on ne peut qu'être songeur devant la place réservée à la Péninsule. Son historique est réduit à 4 cartes, sur moins de deux pages (190-191). Et l'on n'y traite concrètement que de deux sujets : l'Empire khmer et la constitution du Viêt-Nam, la partie "khmère" étant d'ailleurs relativement discutable. Les fruits de plus d'un siècle de recherche française consacrée à l'Indochine semblent avoir bien du mal à éclore et à atteindre le domaine du grand public...